

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Le pouvoir adjudicateur : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS TERRES  
& MERS**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
GRAND CALAIS TERRES & MERS  
HOTEL COMMUNAUTAIRE  
76 BOULEVARD GAMBETTA  
CS 40 021  
62101 CALAIS CEDEX**

---

**Marché de prestations liées à l'entretien des espaces verts de Grand Calais Terres et  
Mers**

---

**Appel d'offres ouvert en application de l'(des) articles 25-I.1, 66, 67 et 68 du Décret  
n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.**

**Date et heure limites de remise des offres : Lundi 28 mai 2018 à 11h30**

# **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

## **SOMMAIRE**

1. - Acheteur
2. - Objet de la consultation
  - 2.1. - Objet de l'accord-cadre
  - 2.2. - Procédure de passation
  - 2.3. - Forme de l'accord-cadre
  - 2.4. - Marchés publics simplifiés (MPS)
3. - Dispositions générales
  - 3.1. - Décomposition de l'accord-cadre
  - 3.2. - Durée de l'accord-cadre - délais d'exécution
  - 3.3. - Modalités de financement et de paiement
  - 3.4. - Forme juridique de l'attributaire
  - 3.5. - Délai de validité des propositions
  - 3.6. - Variantes
  - 3.7. - Autres dispositions
4. - Dossier de consultation
  - 4.1. - Contenu du dossier de consultation
  - 4.2. - Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique
  - 4.3. - Modification de détail au dossier de consultation
  - 4.4. - Visite des lieux et consultation de documents sur site
5. - Présentation des propositions
  - 5.1. - Documents à produire
  - 5.2. - Compléments à apporter au cahier des charges
  - 5.3. - Langue de rédaction des propositions
  - 5.4. - Unité monétaire
  - 5.5. - Conditions d'envoi ou de remise des plis
  - 5.6. - Négociation
6. - Jugement des propositions
7. - Renseignements complémentaires

## **Article 1 - Acheteur**

**Le pouvoir adjudicateur** : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS TERRES & MERS  
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
GRAND CALAIS TERRES & MERS  
HOTEL COMMUNAUTAIRE  
76 BOULEVARD GAMBETTA  
CS 40 021  
62101 CALAIS CEDEX

Téléphone : 03.21.19.55.00  
Télécopie : 03.21.19.55.09  
Site internet : [www.grandcalais.fr](http://www.grandcalais.fr)

**Maître d'oeuvre** :  
Direction Aménagement du Territoire

## **Article 2 - Objet de la consultation**

### **2-1-Objet du contrat**

La consultation porte sur les prestations suivantes :  
Marché de prestations liées à l'entretien des espaces verts de Grand Calais Terres et Mers

A titre indicatif, les prestations seront exécutées à partir de la notification du marché.  
L'attention des candidats est attirée sur la mise en œuvre d'éléments à caractère social dans les conditions d'exécution de l'accord-cadre, en application de l'article 38 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et définis à l'article 3 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

### **2-2-Procédure de passation**

La consultation est passée par Appel d'offres ouvert en application de l' (des) articles 25-I.1, 66, 67 et 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

### **2-3-Forme du contrat**

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, en application de l'article 78 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

### **2-4-Marchés publics simplifiés (MPS)**

Le dispositif MPS n'est pas prévu.

## **Article 3 - Dispositions générales**

### **3-1-Décomposition du contrat**

#### **3-1-1-Lots**

L'accord-cadre est décomposé en 9 lots définis comme suit :

Lot n° 1 : Lot 1 Parcs d'activités de Transmarck et Turquerie  
Lot n° 2 : Lot 2 Parcs d'activités Marcel Doret et ZI des Dunes  
Lot n° 3 : Lot 3 Parc d'activités du Virval  
Lot n° 4 : Lot 4 Parcs d'activités des Terrasses et de la Rivière Neuve  
Lot n° 5 : Lot 5 Piscine Patinoire et Hôtel Communautaire  
Lot n° 6 : Lot 6 Base de Chars à Voile  
Lot n° 7 : Lot 7 Base de voile Tom Souville  
Lot n° 8 : Lot 8 Divers sites (Ecole d'Art, Crèches, etc...)  
Lot n° 9 : Lot 9 Sites des installations et équipements d'assainissement

Les candidatures peuvent concerner un ou plusieurs lots. Les candidats doivent présenter une offre distincte pour chaque lot auquel ils répondent.

#### **3-2-Durée du contrat - Délai d'exécution**

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 2 An(s), à compter de la notification du marché.

L'accord-cadre est reconductible 2 fois, de manière expresse dans les conditions définies au CCAP, pour une période de 1 An(s), soit une durée maximale de 4 An(s).

Le délai d'exécution des prestations est fixé par le pouvoir adjudicateur dans les conditions ci-après.

Le délai d'exécution des bons de commande est déterminé dans CCAP.

#### **3-3-Modalités de financement et de paiement**

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire. Fonds propres, emprunts et subventionnements éventuels

#### **3-4-Forme juridique de l'attributaire**

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article 45-V-1 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

#### **3-5-Délai de validité des propositions**

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

### **3-6-Variantes**

#### **3-6-1-Variantes autorisées**

Les variantes par rapport à l'objet de l'accord-cadre et à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

## **Article 4 - Dossier de consultation**

### **4-1-Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation,
- l'acte d'engagement,
- le CCAP,
- le CCTP
- Bordereau des prix / DEAD

### **4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique**

Conformément à l'article 39 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

[www.klekoon.com](http://www.klekoon.com)

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

### **4-3-Modification de détail au dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

## **Article 5 - Présentation des propositions**

### **5-1-Documents à produire**

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

#### **Justificatifs candidature**

- Lettre de candidature-Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur [http://www.economie.gouv.fr/files/directions\\_services/daj/marches\\_publics/formulaires/DC/imprimes\\_dc/dc1.rtf](http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/dc1.rtf))
- Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur [http://www.economie.gouv.fr/files/directions\\_services/daj/marches\\_publics/formulaires/DC/imprimes\\_dc/dc2.rtf](http://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimes_dc/dc2.rtf))
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années

- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature

#### **Contenu de l'offre**

- Acte d'engagement
- Bordereau de prix unitaire / DEAD
- Mémoire technique ; un par lot
- Cahier des clauses administratives particulières
- Cahier des clauses techniques particulières ; un par lot

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe :

- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue aux articles 51 et 134 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Conformément à l'article 55 - IV du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire de l'accord-cadre qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

### **5-2-Langue de rédaction des propositions**

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

### **5-3-Unité monétaire**

Le pouvoir adjudicateur conclura l'accord-cadre dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

### **5-4-Conditions d'envoi ou de remise des plis**

#### **Remise des plis par voie électronique :**

Conformément aux dispositions de l'article 40 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur autorise la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante :

[www.klekoon.com](http://www.klekoon.com)

Les propositions doivent être transmises dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code civil. La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

La signature est au format XAdES, CAdES, PAdES.

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique.

#### **Remise des plis sur support papier :**

Si l'entreprise n'est pas en capacité de remettre son offre par voie électronique elle la transmet sous pli avec la mention suivante :

"Affaire n°18-022 - Marché de prestations liées à l'entretien des espaces verts de Grand Calais Terres et Mers – LOT n° XXXX - NE PAS OUVRIR ".

L'enveloppe contient les justificatifs de candidature visés à l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et au règlement de la consultation, ainsi que les éléments relatifs à l'offre.

Les plis devront être remis contre récépissé à l'adresse suivante :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS TERRES & MERS

ou, s'ils sont envoyés par la poste, devront l'être à l'adresse ci-dessous :

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND CALAIS TERRES & MERS  
SERVICE MARCHES PUBLICS  
76 BOULEVARD GAMBETTA  
CS 40 021  
62101 CALAIS CEDEX

par pli recommandé avec avis de réception postal.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ne seront pas ouverts.

### **5-5-Signature de l'offre**

Il est porté à la connaissance des soumissionnaires que l'acheteur rend obligatoire la signature manuscrite ou électronique des offres.

## **Article 6 - Jugement des propositions**

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues à l'article 62 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 au moyen des critères suivants :

Attention, les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique pour les lots concernés. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera déclarée non-conforme au motif du non-respect du cahier des charges

### **Critères de jugement des offres :**

1. Valeur technique (pondération : 50 points)

La "valeur technique" est décomposée en deux sous-critères :

- Sous-critère n°1 : méthodologie d'exécution et mode opératoire pour la réalisation des prestations dans le cadre d'une démarche environnementale en précisant les méthodes employées pour le respect de l'objectif zéro phyto (35 points / 50 points)
- Sous-critère n°2 : moyens humains et matériels mis à disposition par le candidat pour le présent marché (15 points / 50 points)

Il sera appliqué pour la notation de chaque critère technique les coefficients suivants :

- coefficient 1 = réponse excellente
- coefficient 0.8 = réponse très satisfaisante
- coefficient 0.6 = réponse satisfaisante
- coefficient 0.4 = réponse peu satisfaisante
- coefficient 0.2 = réponse non satisfaisante
- coefficient 0 = réponse manquante

## 2. Prix (pondération : 50 points)

La note attribuée au candidat pour le critère "prix" est établit sur la base de la formule suivante :

- note attribuée au candidat = (offre la moins chère / offre du candidat) x 50 (pondération)

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

En conséquence, le montant de l'offre figurant à l'acte d'engagement sera modifié en tenant compte des indications qui précèdent.

Conformément à l'article 60 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

## **Article 7 - Renseignements complémentaires**

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile à l'adresse suivante :

### **1) Renseignements administratifs**

Si le fournisseur n'est pas en capacité de transmettre sa demande par voie électronique elle la transmet à l'adresse suivante :

Correspondant : SERVICE MARCHES PUBLICS  
Adresse : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
GRAND CALAIS TERRES & MERS  
SERVICE MARCHES PUBLICS  
76 BOULEVARD GAMBETTA  
CS 40 021  
62101 CALAIS CEDEX

Téléphone : 03.21.19.55.00

Fax : 03.21.19.55.09

Courriel : [marches.publics@grandcalais.fr](mailto:marches.publics@grandcalais.fr)

### **2) Renseignements techniques**

Correspondant :  
Adresse : MONSIEUR SERGE ROUGEAUX  
AMENAGEMENT OPERATIONNEL  
Téléphone : 03.21.19.55.00

Courriel : [serge.rougeaux@grandcalais.fr](mailto:serge.rougeaux@grandcalais.fr)



### **3) Voies et délais de recours**

Dans le délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision de rejet de leur candidature ou de leur offre, les candidats peuvent former un recours gracieux ou hiérarchique contre ladite décision.

Par ailleurs, les candidats ont également la possibilité de saisir le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision de rejet de leur candidature ou de leur offre, d'un recours pour excès de pouvoir contre cette décision et contre les autres actes détachables du marché en application de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative.